

Art. 8. De Regering stelt de uitvoeringswijzen vast van dit decreet.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 20 juni 2002

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 259-1. Commissieamendementen, nr. 259-2 - Verslag, nr. 259-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.

F. 2002 — 2558

[C - 2002/29337]

20 JUNI 2002. — **Décret portant création du service du médiateur de la Communauté française** (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Du service du médiateur de la Communauté française*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par « services administratifs », les services du Gouvernement de la Communauté française, les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française, la R.T.B.F. et les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 2. Un service du médiateur est créé auprès du Conseil de la Communauté française. Ce service est dirigé par le médiateur de la Communauté française, ci-après dénommé le médiateur. Il est assisté dans cette fonction par le médiateur adjoint.

L'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour les titres de médiateur et de médiateur adjoint sont épicènes, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

Art. 3. Le médiateur reçoit, dans les conditions fixées par le présent décret, les réclamations concernant le fonctionnement des services administratifs dans leurs relations avec les administrés. Le médiateur ne peut recevoir de réclamations pour les services administratifs déjà dotés de leur propre médiateur par une loi ou un décret ou pour les matières spécifiques pour lesquelles une institution similaire existe déjà.

Tout document émanant des services administratifs, à destination de l'information du public, mentionne l'existence du service du médiateur.

CHAPITRE II. — *Organisation du service du médiateur*

Art. 4. Le médiateur et le médiateur adjoint sont nommés par le Conseil de la Communauté française après un appel public aux candidatures et une procédure de sélection dont il fixe le règlement. Le médiateur et le médiateur adjoint sont nommés pour une période de six ans, renouvelable une fois selon la même procédure.

Toute personne ayant exercé la fonction de médiateur ou de médiateur adjoint pendant au moins trois ans est considérée, dans le cadre de la procédure de renouvellement, comme ayant accompli un mandat.

Ils prêtent, entre les mains du Président du Conseil de la Communauté française, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et impartialité. »

Art. 5. Pour pouvoir être nommés, le médiateur et le médiateur adjoint doivent :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur;
- 4° justifier d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé.

Art. 6. § 1^{er}. Pendant la durée de leur mandat, le médiateur et le médiateur adjoint ne peuvent être titulaires des fonctions ou mandats suivants :

1° la fonction de magistrat, notaire ou huissier de justice;

2° la profession d'avocat;

3° la fonction de ministre d'un culte reconnu ou le délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

4° membre du personnel des forces armées.

§ 2. En outre, la fonction de médiateur ou de médiateur adjoint est incompatible avec :

1° un mandat public conféré par élection; de plus il ne peut être candidat à un tel mandat pendant les quatre années qui suivent sa sortie de charge;

2° un emploi rémunéré dans les services publics communautaires ou un mandat public conféré par la Communauté française;

3° toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions.

§ 3. Le titulaire d'un mandat public conféré par l'élection qui accepte sa nomination en qualité de médiateur ou de médiateur adjoint est démis de plein droit de son mandat électif.

§ 4. Les articles 1^{er}, 6, 10, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables, moyennant les adaptations nécessaires, au médiateur et au médiateur adjoint.

Art. 7. § 1^{er}. L'empêchement désigne une situation qui place le médiateur dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et qui est constatée par décision du Conseil de la Communauté française.

§ 2. En cas d'empêchement, le médiateur adjoint remplace le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Ses droits et devoirs sont identiques à ceux du médiateur.

Art. 8. § 1^{er}. Le Conseil de la Communauté française met fin aux fonctions du médiateur ou du médiateur adjoint :

1° à sa demande;

2° lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans;

3° lorsque son état de santé compromet gravement et de manière irréversible l'exercice de ses fonctions.

Sans préjudice de l'adoption de mesures administratives conservatoires que constituent les suspensions provisoires des fonctions et du traitement, le Conseil de la Communauté française peut révoquer le médiateur ou le médiateur adjoint :

1° s'il accepte une des fonctions ou un des mandats visés à l'article 6, §§ 1^{er} et 2;

2° pour des motifs graves ou en cas d'évaluation négative à mi-mandat par le Conseil de la Communauté française.

§ 2. Lorsque le médiateur est démis de ses fonctions dans tous les cas visés au paragraphe précédent ou en cas de décès de celui-ci, le médiateur adjoint remplace le médiateur dans les conditions visées à l'article 7, § 2.

§ 3. Lorsque le médiateur adjoint est démis de ses fonctions dans tous les cas visés au § 1^{er} ou en cas de décès de celui-ci, le Conseil de la Communauté française nomme un médiateur adjoint ad interim parmi les membres du personnel du service du médiateur visés à l'article 12, § 2, et répondant aux conditions prévues à l'article 5.

§ 4. La nomination du nouveau médiateur ou du nouveau médiateur adjoint pour terminer le mandat initial doit intervenir dans les meilleurs délais et, au plus tard, six mois à dater de la vacance de la fonction.

Art. 9. L'évaluation du médiateur et du médiateur adjoint est réalisée par le Conseil de la Communauté française selon les modalités arrêtées dans le règlement visé à l'article 4, alinéa 1^{er}.

Cette évaluation comprend l'audition respectivement du médiateur et du médiateur adjoint.

Art. 10. Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers et des premiers auditeurs directeurs à la Cour des comptes, contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, sont applicables respectivement au médiateur et au médiateur adjoint.

Art. 11. Dans la limite de ses attributions, le médiateur ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

A ce titre, il ne peut être relevé de sa charge à raison des opinions qu'il émet ou d'actes qu'il accomplit dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Art. 12. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des dépenses.

Le médiateur présente ses comptes au contrôle de la Cour des comptes.

§ 2. Sur proposition du médiateur, le Conseil de la Communauté française nomme et révoque les membres du personnel qui assistent le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Le médiateur a autorité sur son personnel.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés par le Conseil de la Communauté française sur proposition du médiateur. Il peut se faire assister par des experts.

Art. 13. L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur, à son personnel et aux experts qui l'assistent.

CHAPITRE III. — *Saisine du service du médiateur*

Art. 14. Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités de fonctionnement du service qu'il dirige. Ce règlement doit être approuvé par le Conseil de la Communauté française et publié au *Moniteur belge*.

Art. 15. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'un service administratif visé à l'article 1^{er} n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'il doit assurer, peut introduire sans frais une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du médiateur.

§ 2. La réclamation doit être précédée de l'exercice des recours administratifs internes prévus ainsi que des démarches nécessaires auprès des services intéressés aux fins d'obtenir satisfaction.

CHAPITRE IV. — *Procédure d'examen des réclamations*

Art. 16. § 1^{er}. Une réclamation est irrecevable si :

- 1° l'identité du réclamant est inconnue;
- 2° elle ne relève pas des compétences du service du médiateur telles que visées à l'article 3 du présent décret;
- 3° elle porte sur un différend entre les services administratifs visés à l'article 1^{er} et leurs agents pendant la durée de leurs fonctions;
- 4° les recours administratifs internes prévus n'ont pas été exercés ou lorsque le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès du service administratif pour obtenir satisfaction;

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si la réclamation porte sur la manière dont le recours est géré;

5° elle se rapporte à des faits dont le dernier fait utile s'est produit plus d'un an avant l'introduction de la réclamation;

Toutefois, lorsqu'un recours administratif ou juridictionnel a été exercé, le délai nécessaire à cette procédure n'est pas pris en compte pour l'application de la présente disposition.

§ 2. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

- 1° elle est manifestement non fondée;
- 2° elle concerne des faits pour lesquels une procédure pénale est en cours.

§ 3. Lorsque la réclamation a trait à un service administratif qui dispose de son propre médiateur, le médiateur la transmet à ce dernier dans le mois qui suit le dépôt de la réclamation.

§ 4. Dans les cas visés aux §§ 1^{er}, 2 et 3, le médiateur informe le réclamant par écrit, dans le délai visé au paragraphe précédent, de sa décision de traiter ou de ne pas traiter sa réclamation. Le refus de traiter une réclamation est motivé.

Le médiateur informe le service administratif concerné de la réclamation qu'il compte instruire.

Art. 17. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsqu'elle fait l'objet d'une procédure pénale.

Art. 18. § 1^{er}. Le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et des services concernés.

§ 2. Le médiateur peut imposer des délais impératifs de réponse aux services administratifs auxquels il adresse des questions.

§ 3. Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le médiateur fait toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi.

§ 4. Le cas échéant, le médiateur formule toutes propositions tendant à améliorer le fonctionnement du service administratif concerné. Il en informe le ministre responsable.

§ 5. Lorsqu'il apparaît au médiateur, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, que l'application de dispositions législatives, décrétales ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut recommander au service administratif mis en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité compétente toutes mesures qu'il estime de nature à y remédier et suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs, décrets ou réglementaires. Il en informe le ministre responsable.

§ 6. Le médiateur ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais a la faculté de faire des recommandations au service administratif mis en cause.

Il peut, en outre, en cas d'inexécution d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, enjoindre au service administratif concerné de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial présenté dans les conditions prévues à l'article 21, et publié au *Moniteur belge*.

§ 7. Le médiateur est informé de la suite donnée à ses interventions.

Le service administratif adresse une réponse motivée au médiateur si il estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation qu'il a formulée.

A défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, il peut rendre publiques ses recommandations. A la demande du service administratif mis en cause, le médiateur publie la réponse qui lui est adressée par le service administratif et, le cas échéant, la décision prise à la suite de la démarche effectuée par le médiateur, et ce, dans les conditions prévues à l'article 21.

§ 8. Le réclamant est tenu périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

Art. 19. § 1^{er}. Le médiateur peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

§ 2. Les membres du personnel des services administratifs visés à l'article 1^{er}, qui du chef de leur état ou de leur profession ont connaissance d'informations qui leur ont été confiées, sont relevés de leur obligation de garder le secret dans le cadre de l'enquête menée par le médiateur, sur demande écrite de celui-ci.

§ 3. En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret de la vie privée, le médiateur veille à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom lui aurait été ainsi révélé ne soit faite dans les documents publiés sous son autorité.

Art. 20. Si, dans l'exercice de ses fonctions, le médiateur constate une infraction, il en informe le procureur du Roi, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Si, dans l'exercice de ses fonctions, il constate un manquement grave, il en avertit le service administratif compétent.

CHAPITRE V. — *Du rapport du médiateur*

Art. 21. Le médiateur adresse au Conseil de la Communauté française un rapport annuel de ses activités. Il peut en outre établir des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports contiennent les recommandations relatives aux mesures à prendre que le médiateur juge utiles et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des réclamants et des membres du personnel des services administratifs ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par le Conseil de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président, chargé des relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 249-1. — Amendements de commission, n° 249-2. — Rapport, n° 249-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 2002.

VERTALING

N. 2002 — 2558

[C — 2002 /29337]

20 JUNI 2002. — **Decreet tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. In dit decreet verstaat men onder "administratieve diensten", de diensten van de Franse Gemeenschapsregering, de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap, de R.T.B.F. en de onderwijsinstellingen die door de Franse Gemeenschap worden ingericht.

Art. 2. Er wordt een dienst van de ombudsman opgericht in de schoot van de Raad van de Franse Gemeenschap. Deze dienst wordt geleid door de ombudsman van de Franse Gemeenschap. Hij wordt in zijn ambt bijgestaan door de adjunct-ombudsman.

Het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de titels van ombudsman en adjunct-ombudsman zijn seksneutraal en dit voor de leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. De ombudsman ontvangt, onder de voorwaarden gesteld in dit decreet, bezwaarschriften aangaande de werking van de administratieve diensten in hun betrekkingen met de burger. De ombudsman mag geen bezwaarschriften in ontvangst nemen voor de administratieve diensten die bij wet of decreet reeds een eigen ombudsman hebben of voor aangelegenheden waarvoor reeds een gelijkaardige instelling bestaat.

Ieder document komend van de administratieve diensten en dat bestemd is voor het publiek, vermeldt hierin het bestaan van de ombudsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de ombudsdienst*

Art. 4. De ombudsman en de adjunct-ombudsman worden benoemd door de Raad van de Franse Gemeenschap na een openbare oproep tot kandidaten en een selectieprocedure waarvan laatstgenoemde het reglement bepaalt. De ombudsman en de adjunct-ombudsman worden benoemd voor een periode van zes jaar die eenmaal hernieuwd kan worden volgens dezelfde procedure.

Elkeen die het ambt van ombudsman of adjunct-ombudsman gedurende minstens drie jaar heeft uitgeoefend, wordt in het raam van de vernieuwingsprocedure beschouwd als zijnde iemand die een mandaat heeft vervuld.

Zij leggen, in handen van de Voorzitter van de Raad van de Franse Gemeenschap, de volgende eed af: "Ik zweer in alle eer en onpartijdigheid me te kwijten van alle plichten die mijn opdracht inhoudt".

Art. 5. Om te kunnen worden benoemd, moeten de ombudsman en de adjunct-ombudsman :

- 1° Belg zijn of ingezetene van een Lidstaat van de Europese Unie;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en zijn politieke en burgerrechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs;
- 4° een relevante ervaring van minstens vijf jaar in overheidsdienst of in de privé-sector kunnen voorleggen.

Art. 6. § 1. Tijdens hun mandaat mogen de ombudsman en de adjunct-ombudsman geen houder zijn van de volgende ambten of mandaten :

- 1° het ambt van magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder;
- 2° het beroep van advocaat;
- 3° het ambt van minister van een erkende eredienst of de afgevaardigde van een door de wet erkende organisatie die morele bijstand verleent volgens een niet-confessionele filosofische overtuiging;
- 4° personeelslid van de strijdkrachten.

§ 2. Daarenboven is het ambt van ombudsman of van adjunct-ombudsman onverenigbaar met :

- 1° een publiek mandaat toegekend door een verkiezing; bovendien mag hij geen kandidaat zijn voor een dergelijk mandaat binnen de vier jaar die volgen op zijn uittreding uit het ambt;
- 2° een bezoldigde betrekking in de overheidsdiensten van de gemeenschap of een overheidsmandaat verleend door de Franse Gemeenschap;
- 3° ieder ambt dat de goede uitoefening van zijn opdracht in het gedrang kan brengen of zijn onafhankelijkheid, zijn onpartijdigheid of de waardigheid van het ambt kan schaden.

§ 3. De houder van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat die akkoord gaat met zijn benoeming als ombudsman of adjunct-ombudsman wordt van rechtswege van zijn mandaat als verkozene ontheven.

§ 4. Artikelen 1, 6, 10, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn, middels de nodige aanpassingen, van toepassing op de ombudsman en de adjunct-ombudsman.

Art. 7. § 1. De verhindering wijst op de toestand waarin de ombudsman in de onmogelijkheid verkeert om zijn ambt uit te oefenen en die wordt vastgesteld bij beslissing van de Raad van de Franse Gemeenschap.

§ 2. In geval van verhindering vervangt de adjunct-ombudsman de ombudsman bij de uitoefening van diens ambt. Hij heeft dezelfde rechten en plichten als de ombudsman.

Art. 8. § 1. De Raad van de Franse Gemeenschap maakt een einde aan het ambt van de ombudsman of de adjunct-ombudsman :

- 1° op diens verzoek;
- 2° wanneer hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt;
- 3° wanneer zijn gezondheidstoestand een ernstige en onomkeerbare bedreiging vormt voor de uitoefening van zijn ambt.

Onverminderd het nemen van beschermende administratieve maatregelen zoals de tijdelijke schorsingen uit het ambt en van het loon, kan de Raad van de Franse Gemeenschap de ombudsman en de adjunct-ombudsman afzetten :

- 1° als hij een van de in artikel 6, §§ 1 en 2, bedoelde ambten of mandaten aanvaardt;
- 2° om zwaarwichtige redenen of in geval van een ongunstige evaluatie, halverwege het mandaat, door de Raad van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Wanneer de ombudsman van zijn ambt wordt ontheven in alle gevallen beschreven onder de vorige paragraaf of bij diens overlijden, vervangt de adjunct-ombudsman hem onder de voorwaarden bedoeld in artikel 7, § 2.

§ 3. Wanneer de adjunct-ombudsman van zijn ambt wordt ontheven in alle gevallen beschreven onder § 1 of in geval van diens overlijden, benoemt de Raad van de Franse Gemeenschap een adjunct-ombudsman ad interim onder de personeelsleden van de dienst van de ombudsman, bedoeld in artikel 12, § 2, die voldoen aan de in artikel 5 gestelde voorwaarden.

§ 4. De benoeming van de nieuwe ombudsman of van de nieuwe adjunct-ombudsman om het aanvankelijk mandaat te beëindigen, dient zo vlug mogelijk te gebeuren en uiterlijk zes maand na de openstelling van het ambt.

Art. 9. De evaluatie van de ombudsman en van de adjunct-ombudsman geschiedt door de Raad van de Franse Gemeenschap volgens de wijzen bepaald in het in artikel 4, eerste lid, bedoeld reglement.

Deze evaluatie bestaat uit het verhoor van respectievelijk de ombudsman en de adjunct-ombudsman.

Art. 10. De regels omtrent het geldelijk statuut van de raadgevers en de eerste auditeurs-directeurs bij het Rekenhof, vervat in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof zijn van toepassing op respectievelijk de ombudsman en de adjunct-ombudsman.

Art. 11. De ombudsman krijgt, binnen de perken van zijn bevoegdheden, geen enkel bevel van eender welke autoriteit.

Hierdoor kan hij niet uit zijn ambt worden gezet wegens meningen die hij verkondigt of daden die hij stelt in het raam van zijn ambt.

Art. 12. § 1. De nodige kredieten voor de werking van de dienst van de ombudsman staan ingeschreven op de uitgavenbegroting.

De ombudsman legt zijn uitgaven ter controle voor aan het Rekenhof.

§ 2. De Raad van de Franse Gemeenschap benoemt en ontslaat, op voordracht van de ombudsman, de personeelsleden die de ombudsman bijstaan in het uitoefenen van zijn taak. De ombudsman heeft de leiding over zijn personeel.

Het statuut en de formatie van het personeel wordt vastgelegd door de Raad van de Franse Gemeenschap op voordracht van de ombudsman. Hij kan zich laten bijstaan door deskundigen.

Art. 13. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de ombudsman, op diens personeel en op de deskundigen die hem bijstaan.

HOOFDSTUK III. — *Aanhangigmaking bij de dienst van de ombudsman*

Art. 14. De ombudsman stelt een huishoudelijk reglement op met daarin de werkingswijzen voor de dienst die hij leidt. Dit reglement moet worden goedgekeurd door de Raad van de Franse Gemeenschap en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die, in een zaak die hem aanbelangt, van oordeel is dat in een artikel 1 bedoelde administratieve dienst niet gehandeld heeft overeenkomstig de opdracht van openbare dienstverlening waarvoor deze instaat, kan gratis, schriftelijk of ter plaatse, een individueel bezwaarschrift indienen bij de ombudsman.

§ 2. Het bezwaarschrift wordt voorafgegaan door de interne administratieve beroepen alsook door alle noodzakelijke stappen bij de betrokken diensten om voldoening te krijgen.

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoeksprocedure van de bezwaarschriften*

Art. 16. § 1. Een bezwaarschrift is onontvankelijk als :

1° de identiteit van de reclamant ongekend is;

2° zij niet valt onder de bevoegdheden van de dienst van de ombudsman zoals bedoeld in artikel 3 van dit decreet;

3° zij handelt over een geschil tussen de administratieve diensten bedoeld in artikel 1 en hun ambtenaren tijdens actieve dienst;

4° de voorziene interne administratieve beroepen niet werden aangewend of wanneer de reclamant duidelijk geen enkele stap heeft ondernomen bij de administratieve dienst om voldoening te krijgen.

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing als het bezwaarschrift gaat over de manier waarop het beroep wordt behandeld;

5° zij betrekking heeft op feiten waarvan het laatste relevant feit dateert van meer dan een jaar vóór de indiening van het bezwaarschrift.

Wanneer een administratief of rechterlijk beroep uitgeoefend werd, wordt de duur van deze procedure evenwel niet in aanmerking genomen voor de toepassing van deze bepaling;

§ 2. De ombudsman kan weigeren om een klacht te behandelen wanneer :

1° deze duidelijk ongegrond is;

2° zij betrekking heeft op feiten waarvoor een strafrechterlijke procedure lopende is.

§ 3. Wanneer een bezwaarschrift betrekking heeft op een administratieve dienst die een eigen ombudsman heeft, stuurt de ombudsman dit naar laatstgenoemde binnen de maand na de indiening ervan.

§ 4. In de gevallen bedoeld in §§ 1, 2 en 3, stelt de ombudsman, binnen de termijn bedoeld in vorige paragraaf, de reclamant schriftelijk in kennis van zijn beslissing om zijn klacht al dan niet te behandelen. De weigering om een klacht te behandelen wordt met redenen omkleed.

De ombudsman brengt de betrokken administratieve dienst op de hoogte van de klacht die hij zal onderzoeken.

Art. 17. Het onderzoek van een klacht wordt opgeschort wanneer er een strafrechtelijke procedure loopt.

Art. 18. § 1. De ombudsman stelt alles in het werk om de standpunten van de reclamant en van de betrokken diensten in overeenstemming te brengen.

§ 2. De ombudsman kan de administratieve diensten die hij verzoeken stelt, dwingende termijnen opleggen binnen dewelke deze een antwoord moeten geven.

§ 3. Wanneer een klacht hem gegrond lijkt, maakt de ombudsman alle aanbevelingen om de hem aangebrachte problemen op te lossen.

§ 4. Desgevallend doet de ombudsman voorstellen om de werking van de betrokken administratieve dienst te verbeteren. Hij brengt de verantwoordelijke minister hiervan op de hoogte.

§ 5. Wanneer de ombudsman, bij een door hem te behandelen klacht, van oordeel is dat de wets-, decretale of reglementaire bepalingen leiden tot een groot onrecht, kan hij de in opspraak gebrachte administratieve dienst iedere oplossing aanbevelen om de situatie van de verzoeker op een billijke wijze te regelen, kan hij de bevoegde overheid voorstellen alle maatregelen te nemen waarvan zij meent dat ze deze kan verhelpen en wijzigingen suggereren die hem opportuun lijken om aan te brengen aan de wet-, decretale en reglementaire teksten. Hij brengt de verantwoordelijke minister hiervan op de hoogte.

§ 6. De ombudsman kan de gegrondheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar kan wel aanbevelingen doen aan de in opspraak gebrachte administratieve dienst.

Daarenboven kan hij, bij het niet-uitvoeren van een gerechtelijke uitspraak geveld in kracht van gewijsde, de betrokken administratieve dienst gelasten zich hiernaar te richten binnen een door hem gestelde termijn. Als dit bevel geen gevolg krijgt, zal het niet uitvoeren van de gerechtelijke beslissing worden opgetekend in een bijzonder verslag, opgemaakt onder de voorwaarden gesteld in artikel 21, en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 7. De ombudsman wordt op de hoogte gehouden van het verloop van zijn tussenkomsten.

De administratieve dienst richt een met redenen omkleed antwoord naar de ombudsman als deze van oordeel is geen rekening te moeten houden met een aanbeveling die hij gedaan heeft.

Wanneer geen afdoend antwoord werd gegeven binnen de opgelegde termijn, kan hij zijn aanbevelingen openbaar maken. De ombudsman publiceert, op verzoek van de in opspraak gebrachte administratieve dienst, het antwoord dat hem door deze dienst wordt bezorgd en, desgevallend, de beslissing die vervolgens wordt genomen door de ombudsman en dit, onder de voorwaarden gesteld in artikel 21.

§ 8. De reclamant wordt regelmatig op de hoogte gehouden van gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

Art. 19. § 1. De ombudsman kan iedere vaststelling ter plekke doen, alle documenten en inlichtingen die hij nodig acht laten toekomen en alle betrokkene personen horen.

§ 2. De personeelsleden van de in artikel 1 bedoelde administratieve diensten, die uit hoofde van hun staat of beroep kennis hebben van informatie die hen wordt toevertrouwd, zijn gehouden aan de zwijgplicht in het raam van het onderzoek dat wordt gevoerd door de ombudsman, op schriftelijk verzoek van deze laatste.

§ 3. Teneinde de eerbiediging van de bepalingen inzake de bescherming van de private levenssfeer te garanderen, ziet de ombudsman erop toe dat geen enkele vermelding, die kan leiden tot de identificatie van personen wiens naam hem aldus werd onthuld, wordt gedaan in de documenten die onder zijn gezag worden gepubliceerd.

Art. 20. Als, bij de uitoefening van zijn ambt, de ombudsman een overtreding vaststelt, stelt hij de procureur des Konings hiervan in kennis, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek voor strafvordering.

Als, bij de uitoefening van zijn ambt, hij een ernstige tekortkoming vaststelt, stelt hij de bevoegde administratieve dienst hiervan in kennis.

HOOFDSTUK V. — *Verslag van de ombudsman*

Art. 21. De ombudsman bezorgt de Raad van de Franse Gemeenschap een jaarverslag van zijn activiteiten. Daarenboven mag hij tussentijdse verslagen opstellen als hij dit nuttig acht. Deze verslagen bevatten de aanbevelingen omtrent de te nemen maatregelen die de ombudsman nuttig acht en maken gewag van de eventuele moeilijkheden die hij ondervindt bij het uitoefenen van zijn ambt.

De identiteit van de reclamanten en van de personeelsleden van de administratieve diensten mag er niet in worden vermeld.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Raad van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 20 juni 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 249-1. — Commissieamendementen, nr. 249-2. — Verslag, nr. 249-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.